

Fils d'émigré suisse, le président guatémaltèque Jacobo Arbenz a été renversé il y a soixante ans par les Etats-Unis. Des documents officiels, publiés ces jours sur Internet, rappellent les tergiversations de Berne à son propos

Etienne Dubuis

L'Amérique latine a connu de nombreux coups d'Etat au XXe siècle. Mais peu d'entre eux ont eu un impact aussi profond que le renversement du président réformateur guatémaltèque Jacobo Arbenz le 27 juin 1954. Un fils d'émigrant suisse que la Confédération a suivi avec attention avant de le laisser tomber. A l'occasion du 60e anniversaire de l'événement, le Groupe de recherche des Documents diplomatiques suisses a rassemblé dans un e-dossier\*, aisément accessible à tous, les messages échangés à l'époque par les autorités concernées, politiciens, policiers et diplomates. Où transparait un embarras certain.

Au début des années 1940, le Guatemala est un pays profondément inégalitaire où la principale richesse, la terre, est accaparée par une poignée de grands propriétaires. Il se trouve simultanément sous la coupe des Etats-Unis, qui ont imposé à sa tête un dictateur brutal, le général Jorge Ubico, entièrement dévoué à leurs intérêts. Une disposition qu'il démontrera notamment en accordant de nombreuses concessions à une société nord-américaine, la United Fruit Company, spécialisée dans le commerce de la banane.

Le général Ubico mécontente tellement ses compatriotes qu'une série de mouvements de protestation l'oblige finalement à quitter le pouvoir. Des élections démocratiques élèvent alors à la présidence un universitaire réformateur, Juan José Arévalo. Le nouveau chef de l'Etat, qui prend ses fonctions en mars 1945, profite de l'issue de la Seconde Guerre mondiale pour nationaliser les plantations de café tenues par les Allemands, tout en dénonçant la mainmise des Etats-Unis sur l'Amérique centrale.

Juan José Arévalo achève son mandat en 1951 sur des élections libres qui permettent la première transition démocratique de l'histoire du pays. Son successeur est son ancien ministre de la Défense, Jacobo Arbenz, un colonel de gauche de 37 ans dont chacun guette les premières déclarations.

Envoyé spécial du Conseil fédéral aux cérémonies d'intronisation, Ernest Schlatter, rapporte dans un message daté du 3 avril 1951 les premiers propos officiels du président. «Il veut convertir la nation en un pays économiquement indépendant; il veut faire du Guatemala, d'un pays arriéré et à économie féodale qu'il était, un pays moderne et capitaliste», écrit le diplomate, qui s'avoue étonné



Jacobo Arbenz et sa famille en Suisse en 1955. La police ne trouvera rien de compromettant sur son compte malgré une surveillance serrée. Berne refusera pourtant de prolonger son séjour: dans le climat maccarthyste de l'époque, il valait mieux ne pas passer pour un ennemi des Etats-Unis. ARCHIVES

# Le président paria

du vocabulaire employé par un homme «connu pour l'aide que dans le passé il avait prodiguée au parti communiste». Le témoin note par la même occasion «la présence de représentants des classes élevées et des familles fortunées» lors des réceptions officielles. Un signe «évident», selon lui, que Jacobo Arbenz entend «s'assurer l'appui de toutes les couches sociales».

«M. Arbenz commence donc sa période présidentielle sous des auspices plutôt favorables», assure Ernest Schlatter, avant de verser dans l'opportunisme. Une tension résiduelle entre le Guatemala et son grand voisin du Nord comporte certains avantages, glisse le diplomate: «Réactions marquées contre l'influence des Etats-Unis en Amérique centrale d'une part, contre la politique coloniale de la Grande-Bretagne d'autre part, ce sont là des éléments qui peuvent, le cas échéant, influencer de façon favorable les relations surtout économiques entre le Guatemala et la Suisse.»

L'intuition était bonne. «Après son entrée en fonction [...] et dans le but de moderniser son pays tout en réduisant sa dépendance des Etats-Unis (d'où provient, en 1950, le 68,5% des importations), le nouveau président fait des ouvertures

à différents pays européens, dont la Suisse», indique l'historien Mauro Cerutti dans un ancien numéro de la revue *Relations internationales*. Le dirigeant guatémaltèque s'intéresse notamment à la Confédération pour y acheter «des machines, voire des installations électriques, en vue de ses plans de modernisation».

Mais Jacobo Arbenz ne va pas tarder à se mettre à dos les Etats-Unis. Décidé à approfondir les réformes engagées par son prédécesseur, il décide de redistribuer la terre. Sa réforme agraire est modérée comparativement à beaucoup d'autres, puisqu'elle ne touche que des parcelles non cultivées et pré-

voit le dédommagement des propriétaires (sur la base de la valeur qu'ils ont déclarée au fisc). L'administration américaine elle-même en conseillera plus tard de plus radicales. Mais dans le contexte guatémaltèque de l'époque, la mesure s'apparente à une révolution.

Les Etats-Unis sont furieux. Ils craignent que cette réforme ne déstabilise l'ordre établi en Amérique centrale et dénoncent la participation du Parti communiste local à l'opération. En ces années de maccarthysme, il s'agit là d'un péché mortel. Et puis, la United Fruit Company, premier propriétaire foncier du Guatemala, a perdu beaucoup de terres dans l'aven-

ture. Et comme elle avait largement sous-estimé leur valeur auprès du fisc, elle n'a droit qu'à de faibles dédommagements. Or, la société possède de très puissants relais dans l'administration américaine, notamment auprès de son secrétaire d'Etat, John Foster Dulles, et du directeur de la CIA, Allen Dulles, qui voit là l'occasion de prouver l'efficacité de sa jeune agence.

Le régime Arbenz est dès lors condamné. Dans les jours qui précèdent son renversement, le 22 juin 1954, l'observateur permanent de la Suisse auprès des Nations unies, August Lindt, envoie au chef du Département politique (affaires étrangères), Max Petitpierre, un message dans lequel il dénonce la propagande américaine. Dans la région, explique-t-il, «le régime Arbenz n'est pas considéré comme communiste mais seulement comme progressiste». Selon le diplomate, les Etats-Unis se comportent, ici comme ailleurs, en puissance réactionnaire, obsédée par la défense du statu quo.

«August Lindt est une exception, confie Ivo Rogic, doctorant en histoire contemporaine à l'Université de Fribourg, actuellement attelé à une thèse sur l'attitude des autorités suisses face aux révo-

lutions latino-américaines. La Confédération est alors très anti-communiste et connaît un maccarthysme à la sauce helvétique. Elle vient d'adopter de nouvelles dispositions pénales qui condamnent «les intrigues contre la sécurité du pays» et «la diffusion de la propagande étrangère», à savoir communiste ou soupçonnée de l'être. La plupart de ses diplomates ne font que relayer la vision américaine d'un Guatemala transformé en tête de pont de l'Union soviétique en Amérique centrale et d'un effet domino menaçant le canal de Panama.»

Une petite force militaire constituée par la CIA pénètre au Guatemala à partir du Honduras les 17 et 18 juin 1954. Accompagnée d'une intense campagne de propagande, son offensive ne rencontre aucune résistance sérieuse de la part de l'armée guatémaltèque, elle-même travaillée au corps par les services secrets américains. Jacobo Arbenz, qui refuse d'armer la population comme certains le lui suggèrent, annonce sa démission dans la nuit du 26 au 27 juin. Puis il part pour l'étranger. Successivement au Mexique, en France et en Suisse, où il retrouve le pays de ses ancêtres.

Le président déchu est le fils d'un Suisse émigré et, à ce titre, il n'a qu'à demander le passeport à croix blanche pour l'obtenir. Mais il ne peut conserver simultanément le passeport guatémaltèque, son pays n'autorisant pas la double nationalité. Jacobo Arbenz se contente par conséquent de demander à la Confédération une prolongation de son autorisation de séjour. Administrativement, Berne a le droit de la lui octroyer. Mais politiquement, y a-t-il intérêt?

Le chef du Département fédéral de justice et police, Markus Feldmann, demande dès lors à son collègue Max Petitpierre ce qu'il doit faire. La réponse, datée du 28 février 1955, est cinglante: «Si vous estimez que le fait qu'il n'ait pas invoqué jusqu'à présent sa nationalité suisse permet de le considérer comme un étranger, je suis d'avis, toute réflexion faite, qu'il serait préférable de demander à M. Arbenz [...] de renoncer à son projet de s'installer en Suisse.»

Commence alors pour Jacobo Arbenz une vie de paria qui le conduit dans une bonne dizaine de pays, les uns capitalistes, les autres communistes. Mais nulle part il ne trouve sa place. Même pas à Cuba, où Fidel Castro le considère comme un mou. En 1967, il se retrouve en Suisse où il demande un nouveau permis de séjour. Ne représentant plus le même danger qu'une décennie plus tôt, il parvient cette fois à rester deux ans sur territoire helvétique, à Pully, avec sa famille. Avant de retourner au Mexique où il décède en 1971.

Le sort de Jacobo Arbenz a profondément marqué les esprits outre-Atlantique. «Pour la CIA, il a représenté un grand succès, qui lui inspirera nombre d'autres complots les décennies suivantes, rappelle Ivo Rogic. Pour bien des révolutionnaires latino-américains, à commencer par Fidel Castro et Che Guevara, il a été la preuve que la manière douce ne permet pas de remettre en cause l'ordre établi par les Etats-Unis.» Contre son gré, le modéré aura fini par encourager les radicaux des deux camps.

\* Les documents diplomatiques cités dans cet article sont à disposition sur Dodis.ch

«Il serait préférable de demander à M. Arbenz [...] de renoncer à son projet de s'installer en Suisse»